

Trois Européennes, « la démocratie chevillée au corps... »



Zuzana Caputova



Laura Codruta Kövesi



Vera Jourova

29 octobre 2020, dans le journal « le monde », l'éditorialiste Sylvie Kauffman, met à l'honneur trois Européennes : « *Issues d'Europe centrale, elles tiennent tête aux leaders populistes et elles sont populaires : trois femmes fortes contre les hommes forts* ». Il s'agit de Zuzana Caputova dont nous avons salué ici l'élection à la présidence de la Slovaquie en mars 2019, de la Roumaine Laura Codruta Kövesi cheffe du parquet européen anticorruption et de la Tchèque Vera Jourova vice-présidente de la commission européenne. Nous reproduisons ici son texte

Chronique. Elles n'ont pas la notoriété des « hommes forts » qui incarnent aux yeux de beaucoup d'Européens la phase actuelle du postcommunisme, cette zone grise de la démocratie illibérale popularisée par Viktor Orbán, en Hongrie, et Jarosław Kaczyński, en Pologne, mais elles sont le meilleur contre-exemple de la dérive autoritaire qui menace leur région.

Trois femmes, la démocratie chevillée au corps, refusent la fatalité de cette tendance. Elles ont pris les commandes et tissent leur toile. Leur force à elles, elles l'ont mise au service de l'État de droit.

Ces trois femmes – Zuzana Caputova, 47 ans, présidente de Slovaquie ; la Roumaine Laura Codruta Kövesi, 47 ans aussi, chef du futur parquet européen anticorruption ; et la Tchèque Vera Jourova, 56 ans, vice-présidente de la Commission européenne et commissaire chargée des valeurs et de la transparence – ne sont pas personnellement liées, mais elles ont beaucoup de choses en commun.

Zuzana Caputova veut « changer le système »

Elles ont grandi sous le communisme et ont fait l'expérience du non-droit, plus tard, dans un cadre démocratique. Elles jouent à fond la carte européenne, dont elles entendent utiliser les instruments de droit et de justice. Elles sont représentatives d'une nouvelle génération de femmes d'Europe centrale, issues de la société civile, qui tiennent tête aux leaders populistes. Et elles sont populaires. Trois femmes fortes contre les hommes forts.

Avocate spécialisée dans les affaires d'environnement, Zuzana Caputova est venue presque naturellement à la lutte anticorruption, par la force des choses, dans une Slovaquie où oligarques et mafia faisaient régner la loi du plus fort.

L'assassinat du jeune journaliste d'investigation Jan Kuciak, en février 2018, et de sa compagne, Martina Kusnirova, a tout fait basculer, et Zuzana Caputova avec : l'indignation l'a fait descendre dans la rue, aux côtés de dizaines de milliers de Slovaques, puis a provoqué la chute du gouvernement. Un an plus tard, elle était en campagne pour l'élection présidentielle, qu'elle a remportée avec 58 % des voix.

Elle a promis de « *changer le système* » et, dans un entretien au *Monde*, considère « *le fonctionnement de l'institution judiciaire comme capital* ». Ça tombe bien, la Constitution lui donne des prérogatives en la matière. Depuis dix-huit mois, à Bratislava, la blonde Zuzana Caputova, mère divorcée de deux adolescentes, s'est installée dans ce rôle présidentiel, auquel elle n'était pas destinée, et ne manque pas une occasion de rappeler ce pourquoi elle a été élue, à l'occasion de visites officielles à ses pairs d'Europe centrale (rarement sur la même ligne qu'elle), de discours publics ou des nominations auxquelles elle procède.

Lorsqu'elle va à Prague rencontrer son homologue tchèque, le populiste Milos Zeman, elle insiste pour aller s'incliner sur la tombe de Vaclav Havel, où il s'abstient de l'accompagner. Lorsque son gouvernement lui demande d'ouvrir une conférence internationale, le 8 octobre, elle n'accepte qu'à la condition que le financement de la firme chinoise de technologie Huawei en soit retiré ; une fois la condition acceptée, elle en profite pour préconiser que les fonds du plan de relance européen post-Covid-19 soient liés au respect de l'Etat de droit, sujet brûlant dans la région.

La ténacité de Vera Jourova

Diplomatie bruxelloise oblige, Vera Jourova, elle, est un peu plus réservée. Lorsqu'elle déclare au *Spiegel*, à propos de la Hongrie, que, plutôt que de « *démocratie illibérale* », elle préfère parler de « *démocratie malade* », le premier ministre hongrois, Viktor Orban, réclame sa démission à la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, qui la refuse, évidemment. Interrogée le lendemain, sur Euronews, Vera Jourova ne désarme pas : « *Ce que j'ai dit, je l'ai dit.* » La démocratie, martèle-t-elle, ne saurait se limiter aux élections : encore faut-il que les conditions soient réunies pour que les électeurs puissent exercer un libre choix.

Sa ténacité a étonné le microcosme bruxellois, après un premier mandat de commissaire à la justice où, au début, on ne donnait pas cher des chances de la discrète Tchèque. Mais Vera Jourova a été endurcie par une épreuve personnelle : en 2006, alors vice-ministre du développement régional, elle aussi mère divorcée de deux enfants, elle est accusée d'avoir accepté un pot-de-vin, arrêtée devant les caméras et placée plus d'un mois en détention préventive. Pour prouver son innocence, elle passe une licence en droit ; la police reconnaît deux ans plus tard que l'accusation était sans fondement. Cette erreur judiciaire, pour laquelle elle sera indemnisée en 2014, l'a profondément marquée.

Le formidable défi de Laura Codruta Kövesi

S'il y a une chose, en revanche, qu'on ne reprochera pas à Laura Codruta Kövesi, c'est sa timidité. A la tête du parquet anticorruption de la Roumanie de 2013 à 2018, cette native de Transylvanie, fille de procureur, vice-championne d'Europe de basket à 16 ans (elle mesure 1,80 mètre), a procédé à un redoutable nettoyage du personnel politique de son pays : elle a

envoyé en prison des douzaines de responsables et d'élus, y compris un ancien premier ministre, et fait condamner l'homme fort de Roumanie, Liviu Dragnea, chef du parti social-démocrate, héritier du Parti communiste.

Les Roumains ont applaudi, les politiques l'ont haïe. Démise de ses fonctions en 2018, elle présente sa candidature l'année suivante, malgré l'opposition de son gouvernement, au poste de chef du futur parquet européen anticorruption, qui enquêtera – enfin ! – sur les détournements de fonds européens.

Aujourd'hui installée à Luxembourg, où siègera le parquet, Laura Codruta Kövesi se prépare avec impatience à ce formidable défi pour lequel elle sera assistée « *d'une équipe de cent quarante procureurs courageux et expérimentés* », délégués par les vingt-deux Etats membres qui y participent. Sa mission : « *Prouver que l'Etat de droit est le même pour tout le monde.* »

Elle ne désespère pas de trouver « *un arrangement* » avec les cinq pays restés à l'écart : Suède, Danemark, Irlande... Hongrie et Pologne.